

# Document

## Déclaration commentée de la Commission Exécutive de FO du 18 février 2010 (27.02)

**(document reçu par Internet le 24 février)**

Pour la Commission exécutive de la CGT-Force Ouvrière, la volonté des pouvoirs publics de réduire les dépenses publiques et sociales est lourde de conséquences néfastes pour les travailleurs et la république sociale. Elle se traduit, en particulier, par une remise en cause des services publics, raison pour laquelle Force Ouvrière demande un abandon de la RGPP, et par des atteintes graves aux régimes sociaux, dont les retraites.

D'autres choix sont possibles, ils nécessitent un changement du modèle ayant conduit à la crise actuelle.

Pour faire respecter leurs droits et ceux des générations futures, les salariés doivent se mobiliser.

En ce sens, la responsabilité du mouvement syndical est importante. Comme elle ne cesse de l'affirmer depuis plusieurs mois, pour Force Ouvrière l'unité d'action sur des bases claires doit constituer un espoir et une force pour les salariés. Cela suppose des revendications précises et des modalités d'action déterminées et communes.

Fidèle à sa tradition de liberté et d'indépendance, la CGT-Force Ouvrière ne confond pas «l'intersyndicale» – structure quasi institutionnelle privilégiant le contenant en anesthésiant le contenu – avec l'action commune librement décidée.

C'est d'ailleurs pourquoi en 2003 comme en 2009, Force Ouvrière rappelle qu'elle avait mis en garde contre l'usure des manifestations à répétition et qu'elle avait en ce sens proposé, l'an dernier, une journée de grève franche, position qui vaut toujours aujourd'hui.

En 2010, outre les attentes en matière de salaires, d'emploi et de lutte contre le chômage, les retraites sont au centre des inquiétudes, donc des revendications prioritaires.

Pour la Commission exécutive de Force Ouvrière, il est indispensable de refuser tout report du droit à la retraite à 60 ans, tout allongement de la durée de cotisation et toute remise en cause du statut général de la fonction publique et du code des pensions.

Pour Force Ouvrière, «40 ans c'est déjà trop».

La question du financement est LA question des retraites. Elle impose des sources nouvelles de financement ainsi qu'une grande réforme fiscale. Il ne doit s'agir en aucun cas d'alimenter la crise en donnant des gages aux marchés financiers, mais de garantir la liberté, la solidarité et l'égalité.

C'est pourquoi la Commission exécutive de Force Ouvrière qui rappelle que Force Ouvrière n'est pas signataire de la déclaration commune du 15 février, refuse toute ambiguïté et décide de se mobiliser le 23 mars 2010 sur les positions de Force Ouvrière, et uniquement sur les positions de Force Ouvrière.

### **Commentaire.**

La position de FO est correcte ici, à ceci près que ce syndicat inscrit les solutions à apporter au chômage, à la précarité, à la pauvreté et à la question des retraites dans le cadre du régime capitaliste comme horizon indépassable, ce à quoi on ne peut évidemment pas souscrire.

A l'opposé et conformément à l'objectif du mouvement ouvrier dont font partie FO et les syndicats ouvriers, nous proposons de situer notre combat sur toutes ces questions dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme.

Force ouvrière estime qu'il serait possible au capitalisme de procéder à « *un changement du modèle* » économique, ce qui signifie que ce serait possible, voire souhaitable, c'est méconnaître ou ne pas comprendre, ne pas vouloir comprendre plutôt, que c'est le développement du capitalisme mondial au cours de la deuxième moitié du XXe siècle au stade de l'impérialisme stade suprême du capitalisme qui est à l'origine de la situation économique et sociale actuelle, et que ce développement obéit aux lois internes de fonctionnement du système économique capitaliste qui sont des lois **incontournables** qui demeurent inchangées depuis l'avènement de ce mode de production et de répartition des richesses basé sur la propriété privée des moyens de production entre les mains d'une poignée d'exploiteurs.

Malgré les trésors d'ingéniosité mis en œuvre par les représentants de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme pour échapper à ces lois depuis le début des années 70, puis au début des années 90, l'impasse dans laquelle se trouve plongé le capitalisme aujourd'hui témoigne à elle seule, que quoiqu'ils puissent tenter pour tenter de contourner ces lois, elles finissent toujours par les rattraper et par s'imposer avec leurs lots de destructions gigantesques de forces productives entraînant des souffrances sans nombre à tous les peuples, en premier lieu à la classe ouvrière.

Le capitalisme conduit à une accumulation toujours plus importante de capitaux entre les mains d'une infime minorité de la population, la classe des exploiters, c'est sa seule raison d'être, son seul objectif, tandis que la pauvreté à l'échelle mondiale continue de frapper une masse toujours plus considérable de travailleurs et leurs familles, c'est cette contradiction entre l'existence d'une classe ultra minoritaire dans la société qui possède les moyens de production et les banques et qui ne sait plus quoi inventer pour accumuler toujours plus de richesses dans un monde livré à l'anarchie et à une concurrence féroce entre capitalistes pour conserver leurs privilèges qui sont la source véritable de leur pouvoir, de leur dictature sur tous les peuples, et à l'opposé, l'existence d'une classe qui représente l'immense masse de la population, qui ne possède rien et dans bien des cas manque de tout, y compris de quoi simplement survivre, c'est cette contradiction qui est à l'origine de toutes les crises du capitalisme depuis qu'il existe.

Contrairement à ce que pense J-C Mailly, les représentants du capitalisme ne prennent pas la décision de s'attaquer aux acquis ou aux droits du prolétariat au détriment d'une autre décision moins risquée qui n'empêcherait pas le capitalisme français de survivre, non, ils n'ont pas le choix, sauf à accepter de se saborder eux-mêmes ce que l'on ne peut pas concevoir à leur suite.

Ceux qui expliquent que le capitalisme français pourrait se permettre de lâcher l'équivalent de ce qu'il avait accordé au prolétariat entre 1945 et 1950, n'ont-ils pas suivi le développement du capitalisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle ou ils n'y ont rien compris, car il suffit de comparer à l'échelle mondiale dans quelle situation se trouvait le capitalisme français avec ses colonies en 1945 avec la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, pour comprendre qu'il ne se trouve pas du tout dans la même situation et qu'elle lui est nettement plus défavorable aujourd'hui, sa position de cinquième ou sixième économie mondiale est à relativiser lorsque l'on sait que plus de la moitié des capitaux des entreprises du CAC 40 sont détenus par des capitalistes d'autres pays et que plus de la moitié des bénéfices réalisés par ces sociétés ont été engrangés en dehors de France.

Le capitalisme français doit s'aligner sur le capitalisme qui bénéficie du coût de la main d'œuvre le meilleur marché dans le monde pour rester compétitif, conserver sa place ou son rang sur le marché mondial, il est prisonnier de cette loi qui s'applique à tous les capitalistes qui exige toujours plus de sacrifices de la part du prolétariat, plus d'exploitation, plus de productivité et à l'arrivée plus de profits, cela n'a rien à voir avec une décision abstraite qui serait prise uniquement pour satisfaire la cupidité aveugle ou la soif insatiable de pouvoir de quelques capitalistes. Ce sont des besoins objectifs qui dictent le comportement ou la volonté des capitalistes, J-C Mailly commet l'erreur d'inverser les termes de cette relation de dépendance.

Les capitalistes sont obligés de penser en terme de concurrence à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas être évincés à leur tour, être absorbés ou disparaître au profit de capitalistes plus puissants, ils sont en guerre les uns contre les autres, même si en dernier ressort ils se liguent contre le prolétariat, c'est dans ces termes qu'il faut analyser le développement du capitalisme pour comprendre son évolution à l'échelle nationale et mondiale.

On pourrait se poser une question qui doit brûler les lèvres de nombreux militants : quel regard, quelle attention portent-ils aux conséquences sociales et politiques de leur comportement agressif et antisocial envers la classe ouvrière ?

Si vous avez pris le temps de lire les articles des journalistes du Réseau Voltaire, vous aurez compris qu'ils sont loin de se désintéresser de ces questions, qu'ils mettent même le paquet pour soumettre tous les Etats à leur volonté et maintenir le prolétariat mondial dans un état de soumission permanent afin de garantir la pérennité de leur pouvoir.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, ils sont prisonniers des lois internes de fonctionnement du système capitaliste, ils n'ont aucun moyen d'y échapper, ils peuvent tout au plus ralentir le processus qui conduit à l'exacerbation des contradictions du régime capitaliste mais ils ne peuvent pas les faire disparaître, il arrive toujours un moment où ils doivent y faire face, où il leur faut solder les comptes, comptes truqués, plus longtemps ils ont repoussé cette échéance et moins ils ont les moyens d'y faire face, sauf à se réfugier dans une fuite en avant synonyme demain d'une situation totalement hors de contrôle, à force de brûler la mèche par les deux bouts, il arrive un moment où ils se brûlent les doigts.

Il ne faut pas craindre les mauvais coups, mais rendre coup pour coup, c'est le meilleur moyen d'entraîner le prolétariat au combat de classe et de le préparer à l'affrontement final.

Après avoir pressurisé le prolétariat des pays en voie de développement ou surexploité celui des pays dominés, mis l'Afrique sous tutelle et l'avoir pillé tout en la maintenant dans un état de sous-développement, l'avoir réduit à la mendicité internationale ou un état de dépendance permanent, il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur propre prolétariat pour leur reprendre les acquis ou droits qu'ils ont dus leur concéder, quitte à prendre le risque de se retrouver face à une explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers tous les continents et conduire à la recomposition du mouvement ouvrier international sur un axe révolutionnaire, car l'illusion que le capitalisme pourrait être réformé prendra fin un jour au l'autre, la crise actuelle ne peut qu'accélérer ce processus et la radicalisation politique de chaque classe, on peut déjà le constater en France (ou en Italie, en Grande-Bretagne et bien d'autres pays) à travers la campagne électorale nauséabonde d'un côté, et la multiplication des grèves dans tout le pays de l'autre.

Si les capitalistes pouvaient faire autrement que de devoir affronter le prolétariat, ils n'hésiteraient pas un instant, si pour nous combattre pour nos droits est une question de vie ou de mort, c'est la même chose pour eux. Soit ils font en sorte que les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches et de percevoir des dividendes exorbitants, et alors le bal peut continuer, soit ils en sont incapables et ils n'ont plus qu'à mettre la clé sous la porte ou allez voir ailleurs où les conditions sont plus favorables pour engranger de nouveaux profits et satisfaire ainsi les actionnaires, tout dépendra en dernier lieu des exigences de ces derniers.

Toutes les grandes sociétés sont endettées, ce sont les banques et l'industrie financière qui tirent les ficelles et décident de leur avenir, elles ont un droit de vie ou de mort sur l'économie capitaliste, sur la constitution des conseils d'administration qui doivent donner la priorité à la satisfaction des intérêts des actionnaires. Les choses sérieuses sont discutées et se passent ailleurs, entre le gouvernement et les banquiers, les patrons sont convoqués et se font tancer par le gouvernement quand ils n'ont pas été capables de faire face à leurs responsabilités, de faire passer un plan social ou une restructuration en douceur, si possible à moindre frais car les actionnaires veillent, les banquiers et les milliardaires amis du Président.

Qui permet aux banques de manipuler de l'argent qui ne leur appartient pas comme s'il s'agissait du leur, bien au-delà de leurs actifs (8 à 10 fois plus) dont chacun sait qu'une bonne partie est toujours pourrie et de spéculer avec ? En voilà une question intéressante. Le gouvernement en premier lieu puisqu'il dispose toujours du privilège de battre monnaie, autrement dit de mettre en œuvre la planche à billets, avec l'aval de la Banque de France et de la BCE, par contre avec le passage à l'euro il ne peut plus dévaluer la monnaie pour se mettre au niveau de celles qui la concurrencent, il n'a pas d'autres alternatives que d'inonder le marché d'argent sans qu'il puisse savoir à l'avance si cet argent aura un effet bénéfique sur la croissance économique, en réalité comme cet argent est en grande partie détournée vers les marchés financiers et la spéculation, ce qui reste en direction de l'industrie ne sert qu'à payer la note des restructurations et éviter que le climat social se détériore et devienne incontrôlable, ou à absorber des concurrents moins chanceux ou plus faibles au moment de la crise, procéder à de nouvelles concentrations du capital pour mieux affronter les concurrents et voir venir l'avenir sans que le capitalisme ne soit remis en cause, les affaires

reprennent de plus belles et la vie continue comme avant... en attendant la prochaine crise ou plutôt la prochaine étape de la crise du capitalisme qui est devenue permanente.

C'est bien Sarkozy qui a décidé d'avancer plus de 400 milliards d'euros aux banquiers et aux industriels, Sarkozy est Président de la République, il est une institution à lui tout seul, une des institutions de la Ve République, son sommet, il concentre plus de pouvoir entre ses mains que n'importe quel président en Europe, des dictateurs l'envie c'est pour dire, c'est donc dans sa direction qu'il faut faire converger tous les combats, contre le pouvoir politique en place qui sert de pare-feu ou de couverture au pouvoir des banquiers et des capitalistes, contre l'ensemble des institutions auxquelles en aucun cas nous ne devons rendre hommage, pas de compromis avec l'ennemi.

On peut imaginer les discussions qu'ils peuvent avoir entre eux, le gouvernement en est réduit à jouer le rôle de détecteur d'incendies envers les banquiers, de pompier de service face à des situations de détresses totales qu'il a lui-même engendrées parmi la population en mettant en œuvre une politique exclusivement tournée vers la satisfaction des besoins des capitalistes, il est obligé de prendre le risque d'en arriver à devoir gérer des conditions sociales extrêmes sans en avoir les moyens politiques, il s'appuie sur ses alliés du mouvement ouvrier sur lesquels il sait pouvoir compter, mais ils ne peuvent pas tout contrôler, ils seront impuissants à endiguer la vague de mécontentement qui monte des profondeurs de la classe ouvrière et qui finira bien par se traduire par une gigantesque explosion sociale et politique, ils auront tout tenté pour l'éviter, en vain, car les conditions objectives finissent toujours par l'emporter, par pousser le prolétariat à se soulever, ce qui paraissait encore impossible la veille aux pessimistes et autres diseuses de mauvaises aventures, paraîtra logique et salutaire au plus grand nombre dans les jours ou les semaines qui suivront le début de la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, notre seul objectif.

Comment pour les capitalistes et leurs représentants conjuguer des attaques sans fin de plus en plus brutales contre le prolétariat et garantir la paix sociale indéfiniment, mission impossible, voilà le fin mot de l'histoire, l'histoire de la lutte des classes qui ne s'achèvera vraiment que lorsque le prolétariat aura terrassé son ennemi de classe à l'échelle mondiale, qu'il aura vaincu le capitalisme, que les différentes classes et les Etats auront disparus, que tous les peuples seront réunis dans une seule République sociale universelle garantissant à tous le bien-être, la paix et l'harmonie entre tous les peuples, le règne de la liberté deviendra enfin réalité.

Avant d'y parvenir, le chemin sera long et tortueux, il faudra franchir bien des obstacles, passer par des étapes intermédiaires que nous n'aurons pas spécialement choisies mais qui s'imposeront à nous pour aller de l'avant, car on ne peut pas atteindre notre objectif final d'un coup, le niveau de conscience de la population est trop hétérogène, il reflète l'hétérogénéité de la population, ne pas en tenir compte se serait sombrer dans le gauchisme ou l'anarchisme par impatience, c'est le temps qu'il faudra pour modifier radicalement les conditions objectives qui déterminera en grande partie le temps qu'il faudra pour élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la prochaine étape, et ainsi de suite. La révolution permet de réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années autrement, les consciences mûrissent plus vites au contact de la révolution, tout s'accélère et personne ne peut prévoir les rythmes et les délais que prendront chaque étape conduisant à notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression tant le processus sera complexe, à l'échelle mondiale ne l'oublions jamais, nous ne sommes pas internationalistes pour rien.

Ce n'est pas pour rien non plus que l'on explique à la suite de Marx et Engels que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est la condition sans laquelle leur émancipation demeurera toujours impossible ; si l'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui contre sa volonté, a fortiori, la classe des exploitées ne pourra jamais se défaire de ses chaînes si elle ne les brisent pas elle-même, personne ne le fera à sa place. Lui fournir les outils pour y parvenir, l'aider à se les forger, tel est la raison d'être du parti révolutionnaire à la première étape, celle que nous vivons actuellement.

Voilà notre programme résumé en quelques lignes, qui je l'espère demeure fidèle à l'esprit du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels sans lequel il n'aurait sans doute jamais existé.